



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 145 – 3^e trimestre 2010

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	4
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	11
3. L'endettement des agents économiques	13
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	13
L'endettement des ménages	14
L'endettement des entreprises	14
L'endettement des collectivités locales	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	16
4. Les engagements bancaires	17
4.1 Les engagements sectoriels	17
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	19
5. Rappel des taux	20
5.1 Taux réglementés	20
5.2 Principaux taux de marché	20
5.3 Taux de l'usure	20
6. Monnaie fiduciaire	21
6.1 Emission de billets euros	21
6.2 Emission de pièces euros	21

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, est considéré comme installé localement un établissement qui possède une représentation locale significative, avec au moins un agent permanent localement. Les établissements ne remplissant pas cette condition sont considérés comme non installés localement. La Poste et le Trésor Public sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les établissements de crédit installés localement et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia Crédit Local, la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Evolution monétaire et financière internationale

La reprise économique mondiale se poursuit, mais à un rythme inférieur à celui observé au 1^{er} semestre. Dans les pays avancés, le rythme de la croissance reste modéré, tandis qu'il est très soutenu dans les pays émergents. Dans la zone euro, le rythme de croissance du PIB s'est ralenti au 3^e trimestre à 0,4%, après une croissance exceptionnelle de 1% au 2^e trimestre, toutefois la dynamique positive de la reprise dans la zone euro se maintient.

Les tensions inflationnistes sont restées modérées dans les pays avancés, tandis qu'elles persistent dans certains pays émergents. Globalement, la politique monétaire reste accommodante dans les pays avancés. Le taux d'intérêt directeur dans la zone euro demeure inchangé, à 1% depuis 2009. Les mesures de prêt exceptionnelles de la BCE assurent le maintien de liquidités suffisantes. Sur le marché interbancaire, l'Eonia se situe d'ailleurs bien en dessous du taux de refinancement. Aux Etats-Unis les taux de refinancement directeurs s'établissent à des niveaux très bas, dans une fourchette de 0 à 0,25%, mais sont complétés depuis novembre par des mesures d'ajustement quantitatif de la monnaie diffusée (programme d'achat de 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor par la Fed américaine). La Banque de Chine a annoncé le 19 octobre la première hausse de deux de ses taux directeurs depuis décembre 2007.

Dans la zone euro, la stabilité financière a continué d'être menacée par la crise des dettes souveraines de plusieurs pays (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne) liée à l'évolution des finances publiques dans certains pays et à la vulnérabilité à des réactions négatives des marchés. En dépit des programmes d'ajustement économique annoncés en Irlande et au Portugal, du plan de sauvetage de 85 milliards d'euros accordé à l'Irlande fin novembre et de l'accord sur un mécanisme d'aide permanent destiné à remplacer le Fonds européen de Stabilité financière de 440 milliards d'euros devant expirer en 2013, les inquiétudes actuelles des marchés persistent. Dans ce contexte, la BCE a décidé de revoir à la hausse le montant de ses rachats d'emprunts d'Etat dans le cadre du Programme d'achat de titres mis en place en mai 2010.

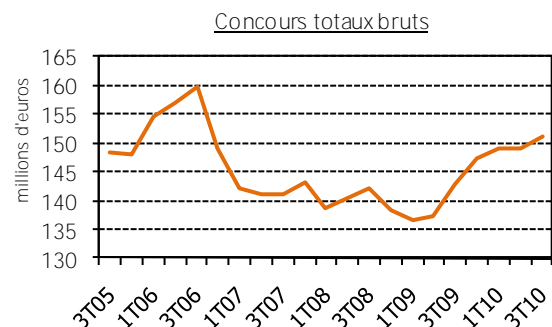
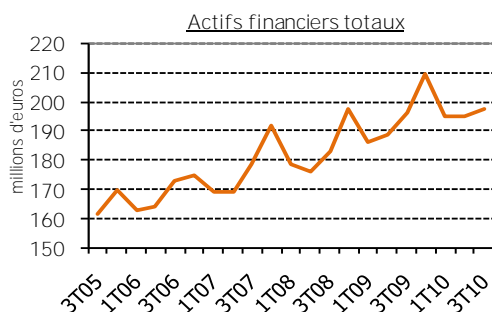
Les tensions sur le marché de la dette souveraine ont sensiblement affaibli l'euro. Le taux de change de l'euro par rapport au dollar est demeuré faible au cours du 3^e trimestre 2010 (moins de 1,3), avant de se redresser légèrement début décembre. Les discussions du G20 réuni à Séoul en novembre 2010, en vue d'une réforme du système monétaire international, n'ont pas permis de réduire les divergences sur le marché international des changes, ravivées par la décision de la Fed de monétiser la dette publique. La tendance haussière des cours boursiers depuis la mi-2010 s'est interrompue sur certaines places, à la suite notamment de la décision de la Fed. Sur le marché des matières premières, le cours du pétrole a progressé en raison de tensions sur l'offre et la demande.

Dans la zone euro, l'analyse des données monétaires montre une reprise, modérée toutefois, du rythme de croissance des prêts des institutions monétaires et financières au secteur privé. Au cours de la période récente, les banques ont globalement stabilisé la taille de leurs bilans, tout en renforçant l'octroi de crédit au secteur privé.

En matière bancaire, le G20 de Séoul a entériné le principe du nouveau régime prudentiel dit de « Bâle III », qui vise à renforcer la supervision bancaire et financière (renforcer la qualité des fonds propres, améliorer la couverture et la gestion du risque de contrepartie, améliorer la couverture et la gestion du risque de liquidité, limiter l'effet de levier, réduire la procyclicité, minimiser le risque systémique), que les pays doivent transposer dans leur droit national d'ici le 1^{er} janvier 2013 et dont le plein effet est attendu pour 2019.

2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Au troisième trimestre 2010, les actifs financiers continuent de progresser sur un an (+0,7%), mais à un rythme moindre par rapport aux trimestres précédents. Il s'agit de la plus faible progression observée depuis le 1^{er} trimestre 2006, et révèle un ralentissement de la progression de l'épargne des agents économiques. A l'inverse, l'encours brut total des crédits à l'économie augmente pour le quatrième trimestre consécutif (+5,8% en glissement annuel) après deux années de baisse, et retrouve ainsi son niveau atteint en 2006. Ces évolutions témoignent de la vitalité de la demande intérieure après une année 2009 en demi-teinte, et corrobore le dynamisme des échanges extérieurs observé au cours des mois précédents. En outre, le taux de créances douteuses brutes s'inscrit à nouveau en baisse pour s'établir à 7,9% du total des encours bruts au 30 septembre 2010, soit le niveau le plus faible enregistré depuis le 2^e trimestre 2005.

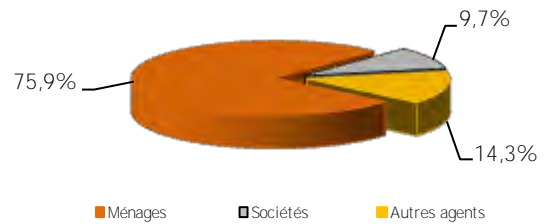


2.1. Faible progression des actifs financiers de la place

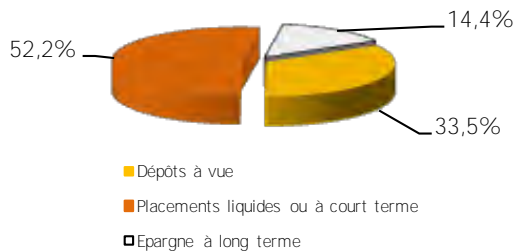
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon a progressé de 0,7% sur un an pour s'établir à 197,6 millions d'euros à fin septembre 2010.

Les ménages détiennent une part prépondérante de ces actifs (75,9%), contre 9,7% pour les entreprises et 14,3% pour les autres agents. Toutefois la part de ces derniers progresse de presque trois points sur un an au détriment de celle des ménages et des entreprises.

Répartition des actifs par agent au 30 septembre 2010



Répartition des actifs financiers par nature au 30 septembre 2010



Les actifs sont principalement constitués de placements liquides ou à court terme (52,2%), les dépôts à vue et l'épargne à long terme représentant respectivement 33,5% et 14,4% des actifs.

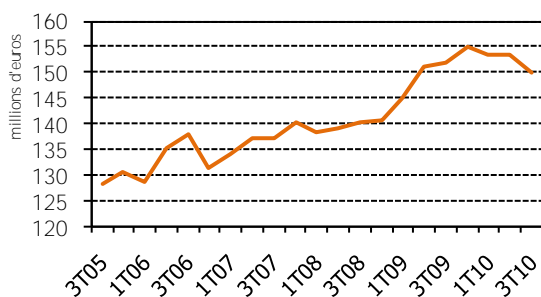
Toutefois l'évolution des actifs sur un an résulte principalement de la forte hausse des placements de long terme (+60,9% sur un an), tandis que les placements à court terme ainsi que les dépôts à vue reculent de 5,2%.

a) Réorientation des actifs financiers des ménages vers des placements à long terme

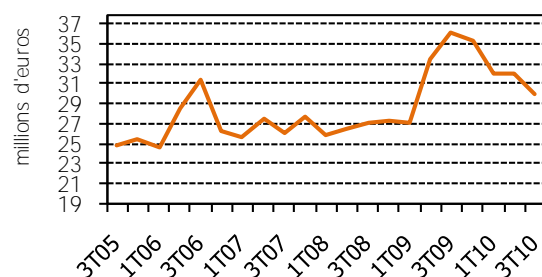
Les actifs des ménages (150,1 millions d'euros) enregistrent une baisse de 1,2% sur un an (-1,8 million d'euros), témoignant d'un comportement de désépargne qui n'avait plus été observé depuis le troisième trimestre 2007.

Les différents indicateurs font état d'un recul de l'épargne à court terme des ménages en faveur des placements de plus long terme. En effet, le montant des dépôts à vue (30,0 millions d'euros) diminue pour le quatrième trimestre consécutif, portant la baisse sur un an à 16,9%, soit la plus forte baisse depuis le 3^e trimestre 2007. De la même manière, les placements liquides ou à court terme reculent de 6,5% par rapport au troisième trimestre 2009 pour se fixer à 91,7 millions d'euros. Il s'agit du troisième trimestre de baisse consécutif. La baisse est particulièrement forte pour les placements indexés sur les taux de marché (-18,1%), dans un contexte de taux d'intérêts bas. Cet arbitrage des ménages en faveur des placements de long terme est corroboré par la forte progression de l'épargne à long terme de 60,9% sur un an, pour atteindre 28,4 millions d'euros. Ces placements sont essentiellement constitués de contrats assurances vie, dont le montant a doublé sur un an (passant de 10,3 à 20,8 millions d'euros).

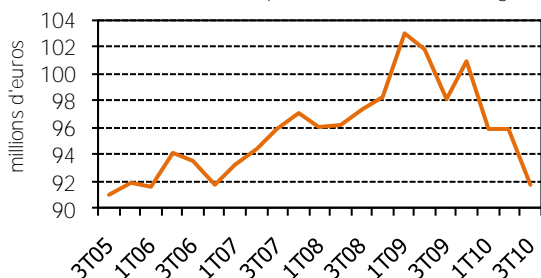
Actifs totaux des ménages



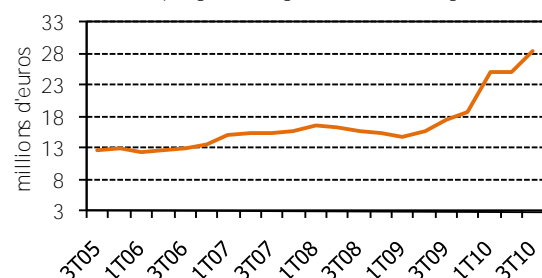
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides ou à CT des ménages

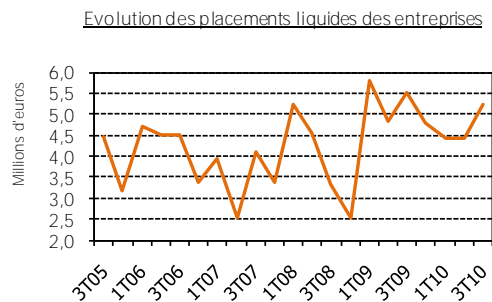
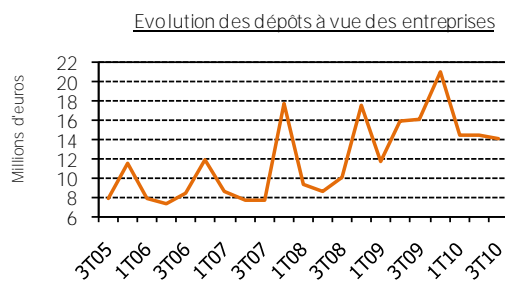
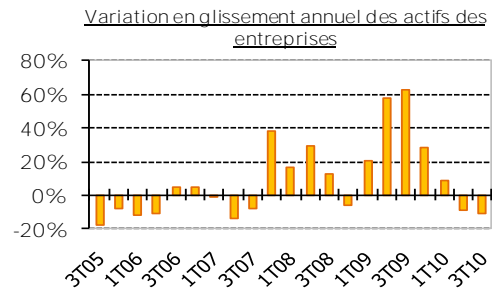
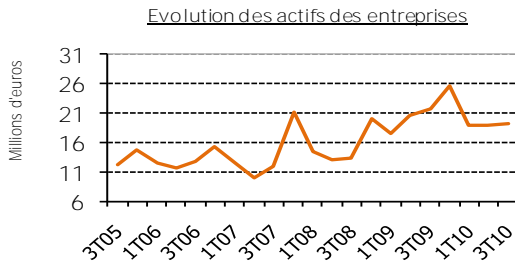


Epargne à long terme des ménages



b) Recul des actifs financiers des entreprises

A fin septembre 2010, les actifs des **entreprises** s'élèvent à 19,3 millions d'euros et représentent presque 10% de l'épargne totale des agents de la place. Ils s'inscrivent toutefois en baisse de 11,1% sur un an, soit le second trimestre de diminution consécutif. Encouragée par des taux d'intérêts moins incitatifs, cette évolution pourrait témoigner d'une amélioration de la confiance des entreprises, corroborée par la hausse des crédits d'investissements sur la même période. Tous les actifs sont concernés par ce recul, aussi bien les dépôts à vue (-13,1%) que les placements liquides ou à court terme (-5,0%).



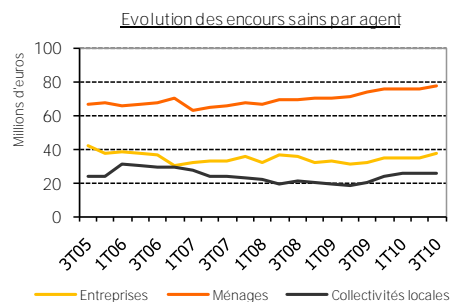
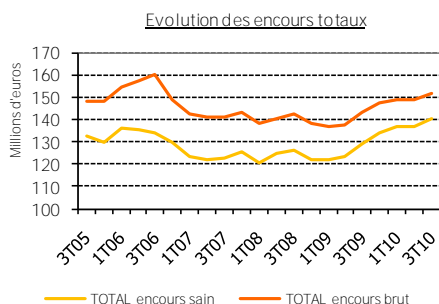
c) Progression élevée des actifs financiers des autres agents

Les actifs des **autres agents** suivent une trajectoire différente de celle des ménages et des entreprises ; avec 25,3% de progression sur un an, ils atteignent 28,3 millions d'euros et représentent plus de 14% des actifs totaux. L'ensemble des actifs est concerné par cette hausse, aussi bien les dépôts à vue (+26,2%) que les placements liquides ou à court terme (+22,4%). Le montant des actifs des collectivités locales retrouve ainsi son niveau de 2008 (29,8 millions d'euros au 3^e trimestre 2008).

2.2. Evolution favorable des financements bancaires essentiellement à long terme

L'encours brut total des crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit progresse de 5,8% pour s'établir à 151,3 millions d'euros à fin septembre 2010. Il s'agit du quatrième trimestre de hausse consécutif, ce qui n'avait plus été observé depuis 2006. L'ensemble des agents privilégient le financement de long terme, qu'il s'agisse de crédits à l'habitat pour les ménages ou de crédits d'investissement pour les entreprises et les collectivités locales.

En outre, les **créances douteuses brutes** fléchissent de 17,2% sur un an, portant le taux de créances douteuses brutes à 7,9% à la fin du trimestre (septième trimestre consécutif de baisse), soit le plus faible taux depuis cinq ans. Ce recul est essentiellement due à la forte diminution des créances douteuses nettes. L'encours sain total affiche quant à lui un accroissement de 8,3% en glissement annuel.

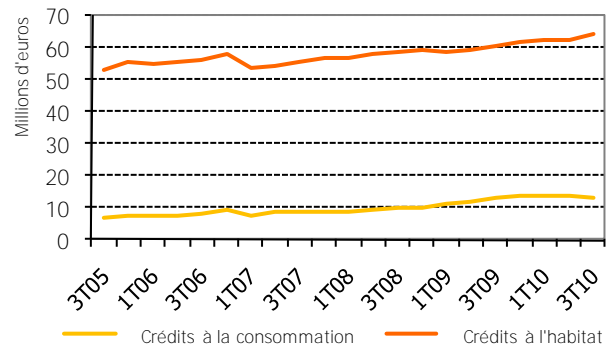


a) Hausse de la demande de crédits à l'habitat de la part des ménages

L'encours sain des ménages, qui s'élève à 77,0 millions d'euros à fin septembre, a progressé de manière régulière depuis le 1^{er} trimestre 2008, affichant au 3^e trimestre 2010 un taux de croissance de 4,7% sur un an (+3,5 millions d'euros). Cette évolution résulte exclusivement de la progression des encours de moyen et long terme puisque pour la première fois depuis le 4^e trimestre 2007, les crédits à la consommation diminuent (-0,3% en glissement annuel).

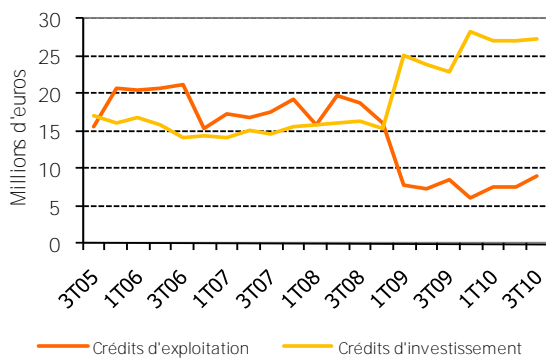
En revanche, les crédits de long terme sont plus sollicités, comme en témoigne la hausse de 5,6% des crédits à l'habitat, qui représentent 83,2% de l'encours sain des ménages (64,1 millions d'euros).

Evolution des encours des ménages



b) Orientation de la demande des entreprises vers des crédits d'investissement

Evolution des crédits aux entreprises

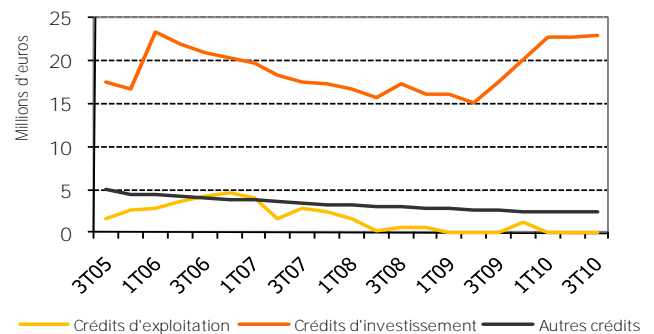


L'encours sain des entreprises s'accroît de 17,8% sur un an (+5,6 millions d'euros), soit le quatrième trimestre de hausse consécutif. Cette progression est principalement imputable à l'augmentation de 19,7% sur un an des crédits d'investissement (75% des encours) et témoigne d'un climat des affaires plus favorable.

c) Développement des crédits de long terme aux collectivités locales

Enfin, l'encours sain des collectivités locales (25,4 millions d'euros) enregistre une hausse de 26,1 % sur un an (+5,2 millions d'euros). Il représente 18% de l'ensemble des crédits octroyés et est constitué à 90% de crédits d'investissement.

Evolution des crédits aux collectivités locales

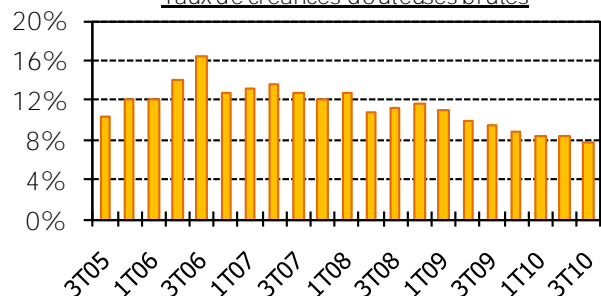


2.3. Diminution du risque de crédit au troisième trimestre 2010

Les créances douteuses brutes (11,3 millions d'euros au 30 septembre 2010) ont diminué de 2,4 millions d'euros en un an. Le taux de créances douteuses brutes a continué de baisser pour s'établir à 7,9% à fin septembre, soit le plus faible taux observé sur l'archipel depuis le 2^e trimestre 2005.

Le montant des provisions a légèrement augmenté tandis que les créances douteuses nettes ont été divisées par deux sur un an. Le taux de provisionnement a ainsi fortement augmenté, passant de 58,9% en septembre 2009 à 75,9% en septembre 2010. Cette hausse révèle la politique des établissements de crédit de provisionner davantage leurs concours classés en douteux.

Taux de créances douteuses brutes



3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les encours accordés **par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable**, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France (actuellement de 25 000 euros).

Le montant global des déclarations de risques auprès du Service Central des Risques de la Banque de France est en progression de 40% sur un an à **79,5 millions d'euros**.

L'encours de risques le plus élevé est porté par le secteur *administrations et collectivités locales* qui représente 26% des risques de la place, soit **20,2 millions d'euros, en hausse de 39%** sur un an. Viennent ensuite les *autres secteurs d'activité*, comprenant notamment **les activités récréatives, les services administratifs et de soutien, la santé humaine et l'action sociale...** (23%), puis les secteurs du *commerce* (13%), du *transport et de la communication* (12%) et de *l'immobilier* (11%).

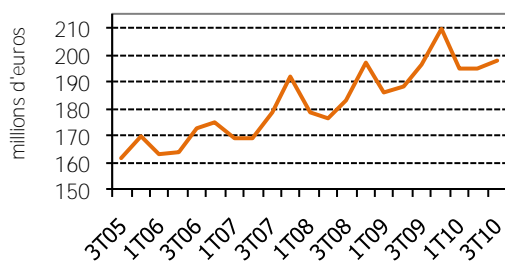
Parmi les plus fortes progressions annuelles, outre la catégorie *autres secteurs d'activité*, deux secteurs se détachent au troisième trimestre 2010 : **celui de l'industrie (+75%)** et celui de la *construction* (+66%).

2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

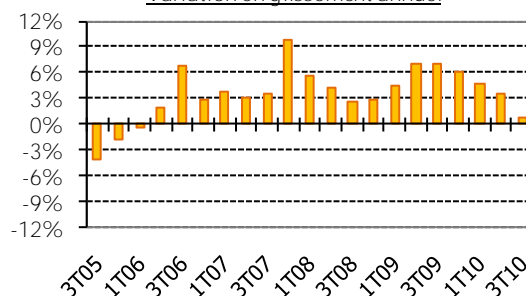
Actifs par agent										Variations	
	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 an	1 trim
Sociétés	13,353	20,071	17,460	20,746	21,698	25,825	18,964	18,964	19,241	-11,3%	1,5%
Dépôts à vue	9,999	17,560	11,676	15,928	16,196	21,033	14,522	14,522	14,067	-13,1%	-3,1%
Placements liquides ou à court terme	3,354	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	4,442	5,226	-5,0%	17,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,007	0,000	0,000								
Placements indexés sur les taux du marché	3,347	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	4,442	5,226	-5,0%	17,6%
<i>dont comptes à terme</i>	3,347	2,511	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	4,442	5,226	-5,0%	17,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>											
<i>dont certificats de dépôts</i>											
Epargne à long terme											
<i>dont OPCVM non monétaires</i>											
Ménages	140,082	140,827	144,822	151,104	151,913	154,887	153,259	153,259	150,129	-1,2%	-2,0%
Dépôts à vue	27,002	27,342	27,069	33,490	36,144	35,284	32,106	32,106	30,044	-16,9%	-6,4%
Placements liquides ou à court terme	97,298	98,162	102,985	101,839	98,139	100,958	95,901	95,901	91,720	-6,5%	-4,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	33,288	35,600	36,433	38,967	43,779	47,683	44,680	44,680	47,189	7,8%	5,6%
<i>Livrets ordinaires</i>	27,089	29,046	29,878	32,675	37,524	41,256	38,122	38,122	40,252	7,3%	5,6%
<i>Livrets A et bleu</i>	5,588	5,933	5,933	5,825	5,784	5,977	6,116	6,116	6,486	12,1%	6,1%
<i>Livrets jeunes</i>	0,548	0,576	0,581	0,429	0,432	0,428	0,405	0,405	0,406	-6,0%	0,2%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>											
<i>CODEVI</i>											
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0,063	0,045	0,041	0,038	0,039	0,022	0,037	0,037	0,037	-4,9%	0,3%
Placements indexés sur les taux du marché	64,010	62,562	66,552	62,872	54,360	53,275	51,221	51,221	44,531	-18,1%	-13,1%
<i>dont comptes à terme</i>	62,020	60,599	64,589	61,029	52,743	52,176	50,122	50,122	43,420	-17,7%	-13,4%
<i>dont bons de caisse</i>	1,990	1,963	1,963	1,843	1,617	1,099	1,099	1,099	1,110	-31,4%	1,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>			0,000						0,001		
Epargne à long terme	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	25,252	28,364	60,9%	12,3%
<i>Plans d'épargne logement</i>	2,077	2,164	2,016	2,182	2,180	2,253	2,364	2,364	2,529	16,0%	7,0%
<i>Plans d'épargne populaire</i>											
<i>Autres comptes d'épargne</i>											
<i>Portefeuille-titres</i>											
<i>OPCVM non monétaires</i>	4,441	3,840	3,433	4,114	5,101	5,126	5,291	5,291	5,075	-0,5%	-4,1%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	9,264	9,319	9,319	9,479	10,349	11,266	17,597	17,597	20,760	100,6%	18,0%
Autres agents	29,829	36,558	23,935	16,725	22,582	28,929	22,897	22,897	28,296	25,3%	23,6%
Dépôts à vue	19,404	26,482	16,655	11,385	17,458	23,505	17,379	17,379	22,026	26,2%	26,7%
Placements liquides ou à court terme	10,425	10,076	7,280	5,340	5,124	5,424	5,518	5,518	6,270	22,4%	13,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,642	4,126	4,099	3,836	3,696	3,915	4,006	4,006	4,144	12,1%	3,4%
Placements indexés sur les taux du marché	6,783	5,950	3,181	1,504	1,428	1,509	1,512	1,512	2,126	48,9%	40,6%
<i>dont comptes à terme</i>	6,783	5,950	3,181	1,504	1,428	1,509	1,512	1,512	2,126	48,9%	40,6%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
TOTAL	183,264	197,456	186,217	188,575	196,193	209,641	195,120	195,120	197,596	0,7%	1,3%
Dépôts à vue	56,405	71,384	55,400	60,803	69,798	79,822	64,007	64,007	66,138	-5,2%	3,3%
Placements liquides ou à court terme	111,077	110,749	116,049	111,997	108,765	111,174	105,861	105,861	103,092	-5,2%	-2,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,937	39,726	40,532	42,803	47,475	51,598	48,686	48,686	51,209	7,9%	5,2%
Placements indexés sur les taux du marché	74,140	71,023	75,517	69,194	61,290	59,576	57,175	57,175	51,883	-15,3%	-9,3%
Epargne à long terme	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	25,252	28,365	60,9%	12,3%

Total des actifs financiers

Evolution des actifs



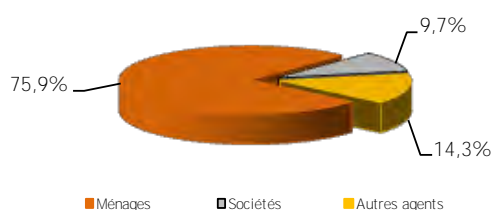
Variation en glissement annuel



Répartition des actifs financiers par nature au 30 septembre 2010

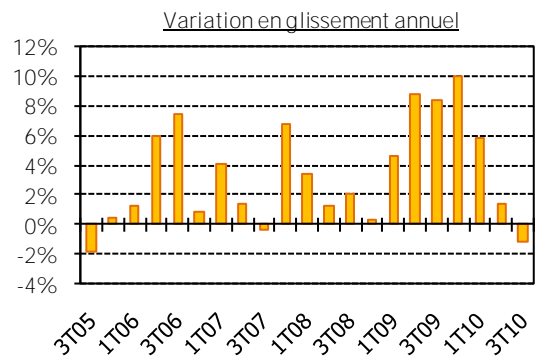
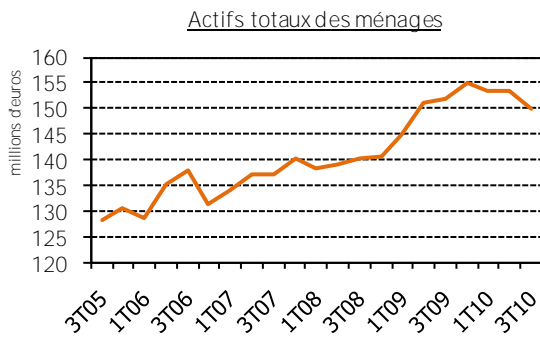


Répartition des actifs par agent au 30 septembre 2010

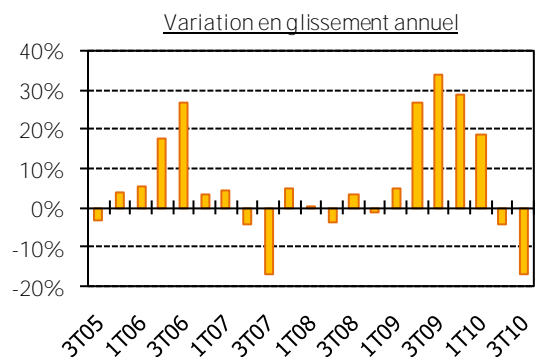
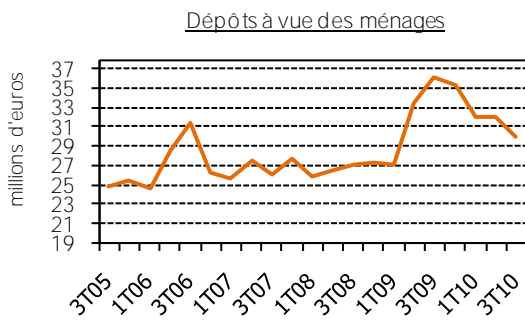


Les avoirs des ménages

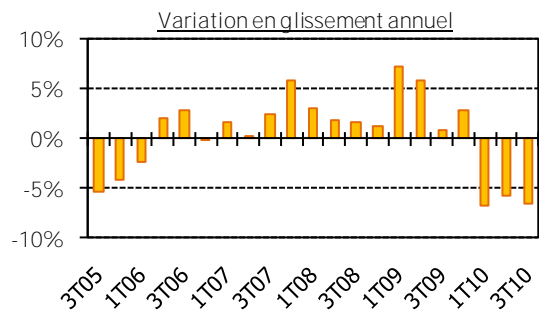
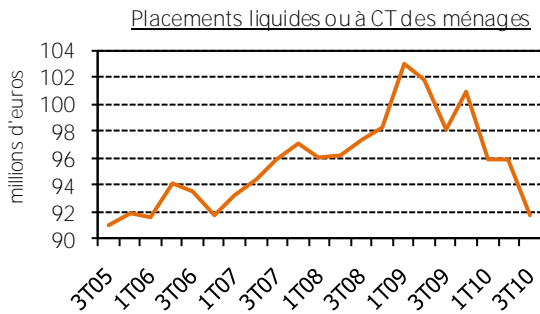
Total des actifs financiers



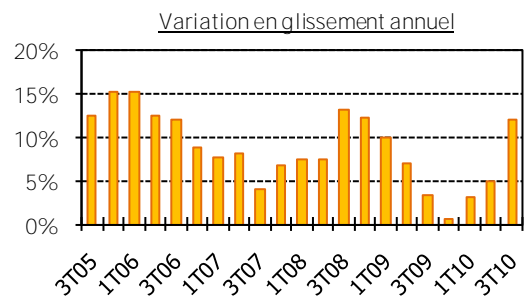
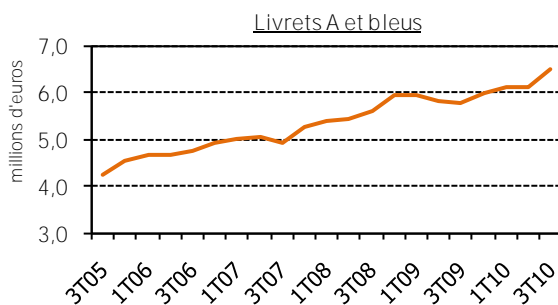
Dépôts à vue



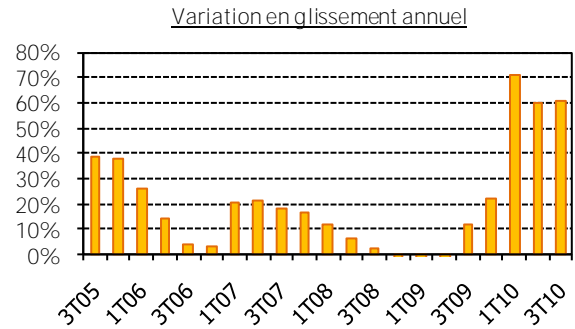
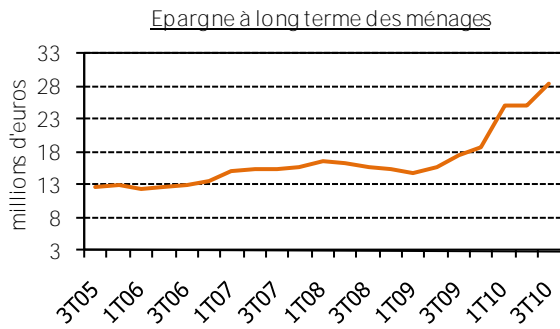
Placements liquides ou à court terme



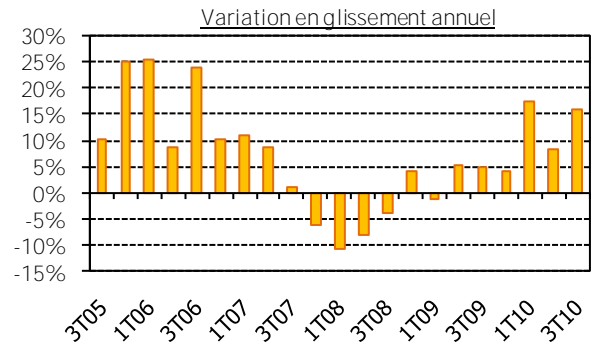
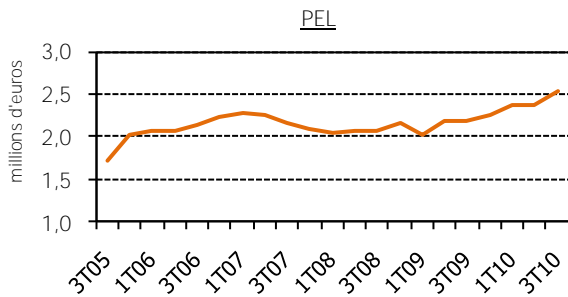
Livrets A et bleu



Epargne à long terme

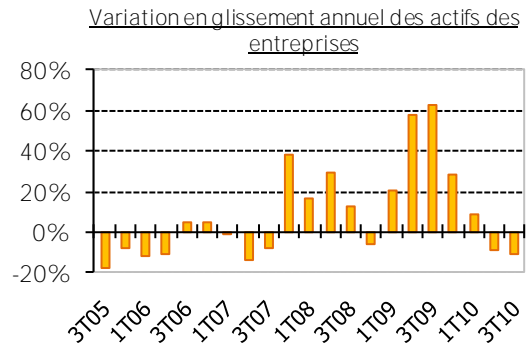
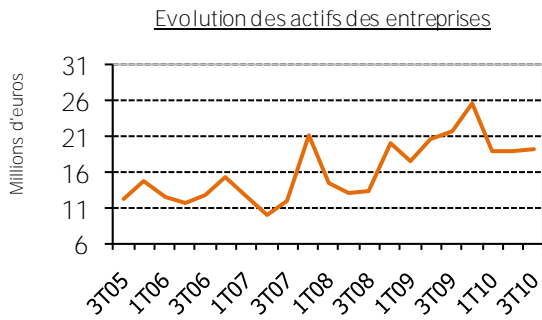


Plans d'épargne logement

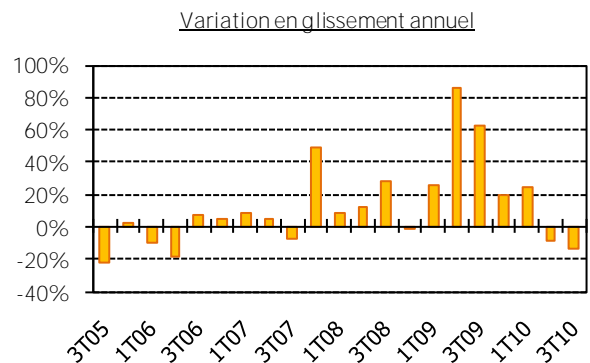
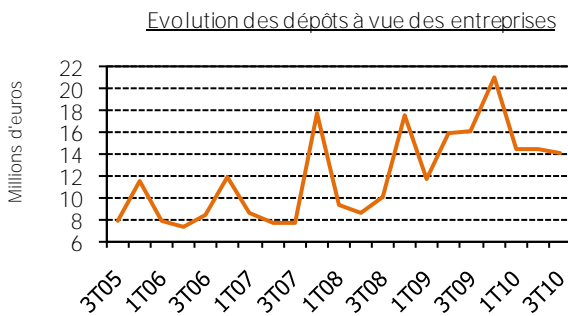


Les avoirs des entreprises

Total des actifs financiers

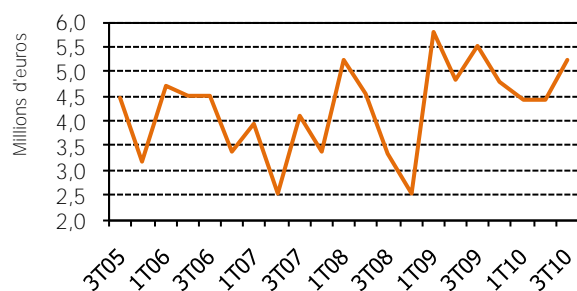


Dépôts à vue

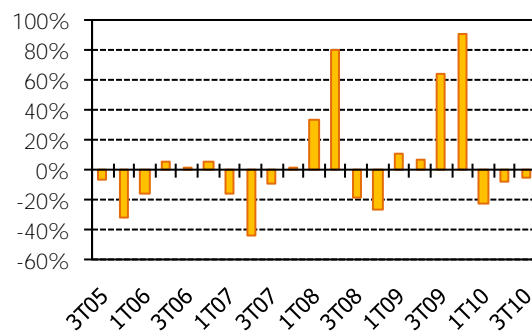


Placements liquides ou à court terme

Evolution des placements liquides des entreprises



Variation en glissement annuel



Les actifs par nature

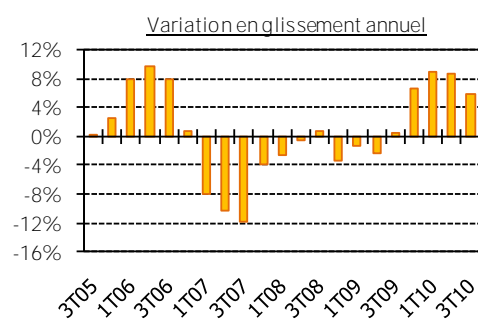
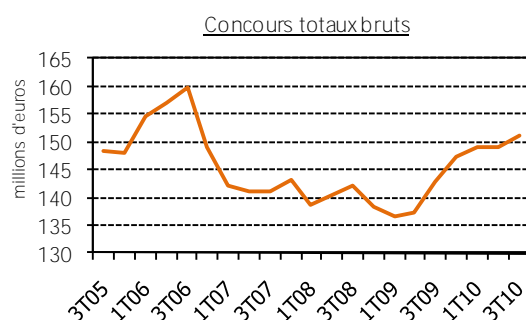
Actifs par nature										Variations	
	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 an	1 trim
Dépôts à vue	56,405	71,384	55,400	60,803	69,798	79,822	64,007	64,007	66,138	-5,2%	3,3%
Placements liquides ou à court terme	111,077	110,749	116,049	111,997	108,765	111,174	105,861	105,861	103,217	-5,1%	-2,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,937	39,726	40,532	42,803	47,475	51,598	48,686	48,686	51,334	8,1%	5,4%
Livrets ordinaires	27,089	29,046	29,878	32,675	35,524	41,256	38,122	38,122	44,291	24,7%	16,2%
Livrets A et bleu	5,588	5,933	5,933	5,825	5,784	5,977	6,116	6,116	6,591	14,0%	7,8%
Livrets jeunes	0,548	0,576	0,581	0,429	0,432	0,428	0,405	0,405	0,406	-6,0%	0,2%
Livrets d'épargne populaire CODEVI											
Comptes d'épargne logement	0,063	0,045	0,041	0,038	0,039	0,022	0,037	0,037	0,037	-4,9%	0,3%
Placements indexés sur les taux du marché	74,140	71,023	75,517	69,194	61,290	59,576	57,175	57,175	51,883	-15,3%	-9,3%
Dépôts à terme	72,150	69,060	73,554	67,351	59,673	58,477	56,076	56,076	50,772	-14,9%	-9,5%
Bons de caisse	1,990	1,963	1,963	1,843	1,617	1,099	1,099	1,099	1,110	-31,4%	1,0%
Titres de créances négociables OPCVM monétaires									0,001		
Epargne à long terme	15,782	15,323	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	25,252	28,365	60,9%	12,3%
Plans d'épargne logement	2,077	2,164	2,016	2,182	2,180	2,253	2,364	2,364	2,529	16,0%	7,0%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Actions											
Obligations									0,001		
OPCVM non monétaires	4,441	3,840	3,433	4,114	5,101	5,126	5,291	5,291	5,075	-0,5%	-4,1%
Contrats d'assurance-vie	9,264	9,319	9,319	9,479	10,349	11,266	17,597	17,597	20,760	100,6%	18,0%
TOTAL	183,264	197,456	186,217	188,575	196,193	209,641	195,120	195,120	197,720	0,8%	1,3%

3. L'endettement des agents économiques

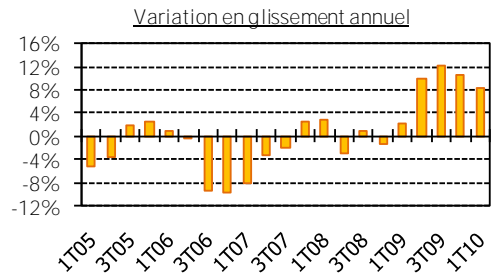
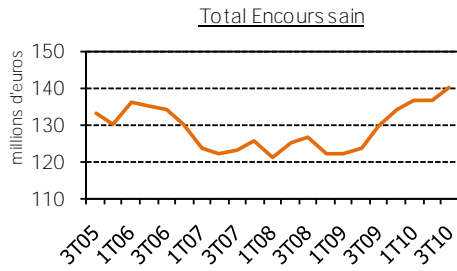
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 an	1 trim
Entreprises	35,343	31,901	32,906	31,157	31,505	34,347	34,726	34,726	37,103	17,8%	6,8%
Crédits d'exploitation	18,736	16,135	7,855	7,332	8,640	6,066	7,622	7,622	9,108	5,4%	19,5%
Créances commerciales	3,059	3,271	0,029	0,026	0,006	0,050	0,025	0,025	2,166		
Crédits de trésorerie	9,635	9,371	4,475	2,724	4,673	3,641	3,542	3,542	2,259	-51,6%	-36,2%
dont entrepreneurs individuels	0,534	0,511	0,034	0,076	0,038	0,368	0,355	0,355	0,172	352,6%	-51,6%
Comptes ordinaires débiteurs	6,042	3,493	3,351	4,582	3,961	2,375	4,055	4,055	4,682	18,2%	15,5%
Affecturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	16,237	15,412	25,051	23,825	22,865	28,281	27,104	27,104	27,367	19,7%	1,0%
Crédits à l'équipement	16,237	15,412	25,051	23,825	22,865	28,281	27,104	27,104	27,367	19,7%	1,0%
dont entrepreneurs individuels	0,865	1,642	2,038	1,753	1,673	1,582	2,349	2,349	1,584	-5,3%	-32,5%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	0,370	0,354	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Ménages	69,430	69,875	69,556	71,086	73,520	75,555	75,853	75,853	76,975	4,7%	1,5%
Crédits à la consommation	10,130	10,096	11,060	11,689	12,868	13,449	13,530	13,530	12,829	-0,3%	-5,2%
Crédits de trésorerie	9,598	9,607	10,053	10,472	11,150	11,870	11,934	11,934	12,303	10,3%	3,1%
Comptes ordinaires débiteurs	0,469	0,427	0,946	1,156	1,659	1,521	1,596	1,596	0,526	-68,3%	-67,1%
Crédit-bail	0,063	0,062	0,061	0,061	0,059	0,058	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	58,560	59,111	58,496	59,397	60,652	62,106	62,323	62,323	64,067	5,6%	2,8%
Autres crédits	0,740	0,668	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Collectivités locales	20,998	19,561	18,859	17,868	20,102	23,686	25,184	25,184	25,350	26,1%	0,7%
Crédits d'exploitation	0,672	0,612	0,002	0,055	0,002	1,112	0,001	0,001			
Crédits de trésorerie	0,620	0,612	0,002	0,002	0,001	1,100	0,000	0,000			
Comptes ordinaires débiteurs	0,052	0,000	0,000	0,053	0,001	0,012	0,001	0,001			
Crédits d'investissement	17,333	16,147	16,055	15,192	17,488	20,153	22,762	22,762	22,929	31,1%	0,7%
Crédits à l'équipement	17,333	16,147	16,055	15,192	17,488	20,153	22,762	22,762	22,929	31,1%	0,7%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Autres crédits	2,993	2,802	2,802	2,621	2,612	2,421	2,421	2,421	2,421	-7,3%	0,0%
Autres agents de CCB non ventilés	0,670	0,687	0,534	3,284	4,171	0,477	0,769	0,769	0,537	-87,1%	-30,1%
Total encours sain	126,441	122,024	121,855	123,395	129,298	134,065	136,532	136,532	139,966	8,3%	2,5%
Créances douteuses brutes	15,854	16,124	14,916	13,738	13,696	13,162	12,511	12,511	11,346	-17,2%	-9,3%
Créances douteuses nettes	5,352	6,337	5,013	5,627	5,629	3,903	3,392	3,392	2,772	-50,7%	-18,3%
dont entreprises	3,870	5,664	4,492	4,766	4,258	2,854	2,774	2,774	2,880	-32,4%	3,8%
dont ménages	1,482	0,672	0,519	0,859	1,369	1,046	0,617	0,617	0,652	-52,4%	5,7%
Provisions	10,502	9,787	9,903	8,111	8,067	9,259	9,119	9,119	8,574	6,3%	-6,0%
Total encours brut	142,295	138,148	136,771	137,133	142,994	147,227	149,043	149,043	151,312	5,8%	1,5%
Taux de créances douteuses	11,1%	11,7%	10,9%	10,0%	9,6%	8,9%	8,4%	8,4%	7,9%	-1,7	-0,5
Taux de provisionnement	66,2%	60,7%	66,4%	59,0%	58,9%	70,3%	72,9%	72,9%	75,9%	17,0	3,0

Encours de crédits bruts

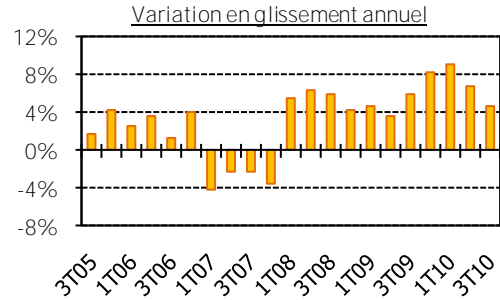
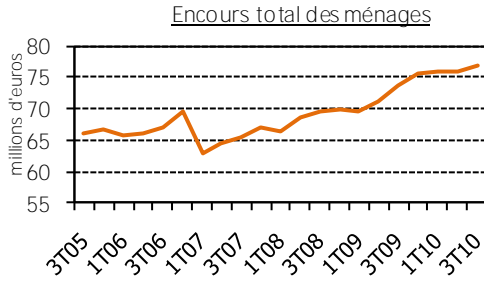


Encours de crédits sains

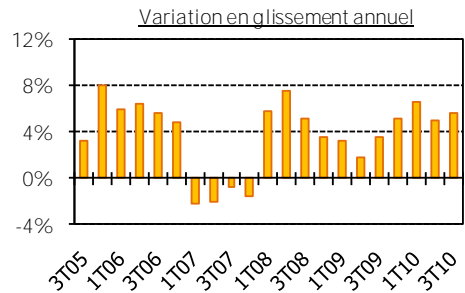
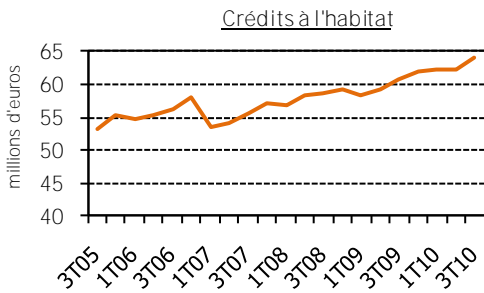


L'endettement des ménages

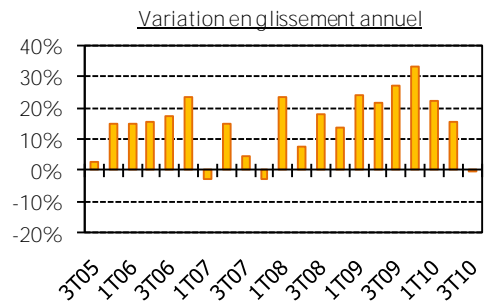
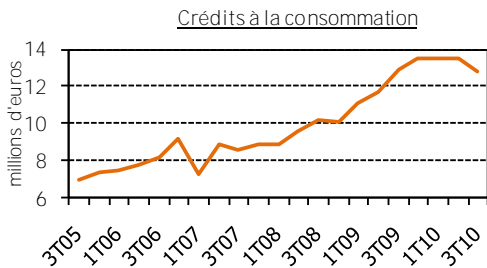
Encours de crédits sains



Crédits à l'habitat

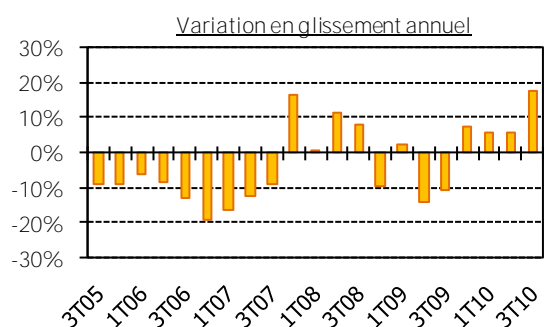
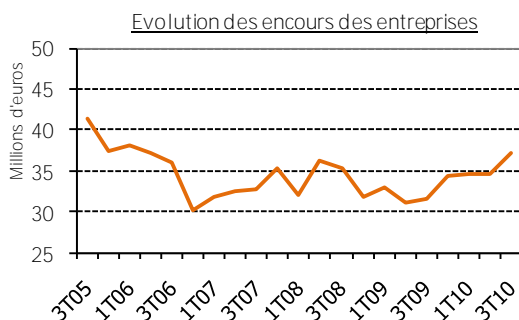


Crédits à la consommation

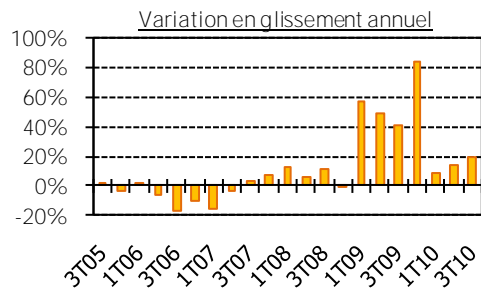
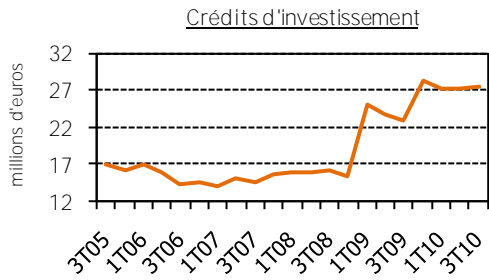


L'endettement des entreprises

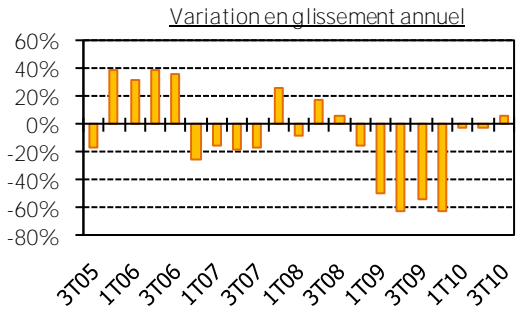
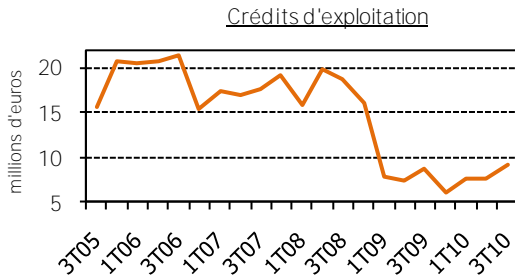
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement

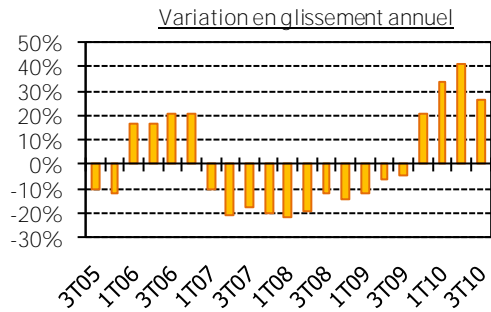
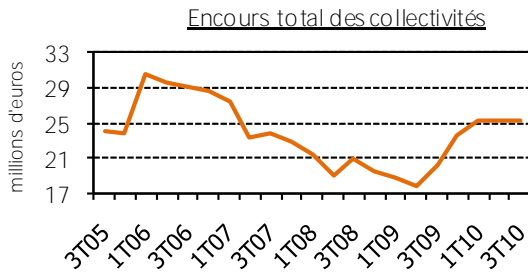


Crédits d'exploitation

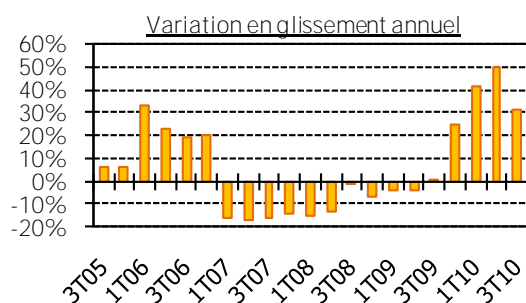
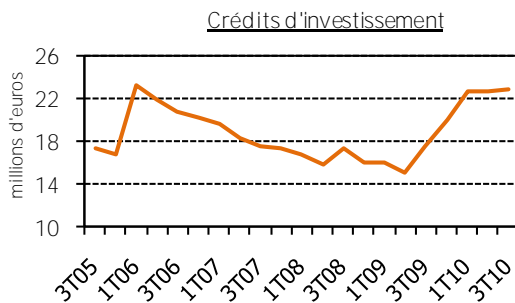


L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains



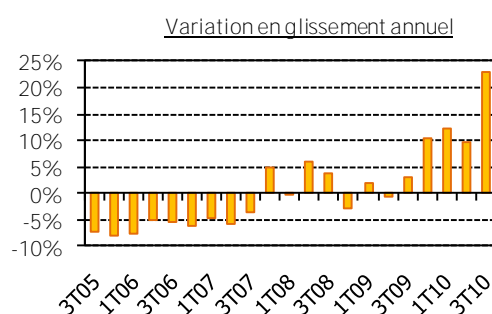
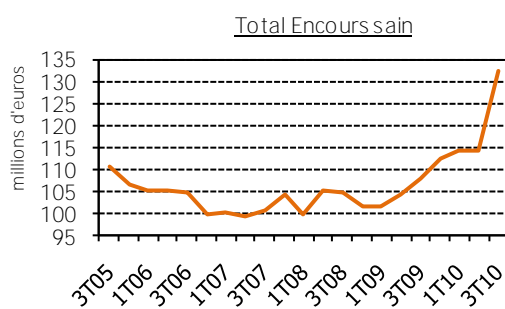
Crédits d'investissement



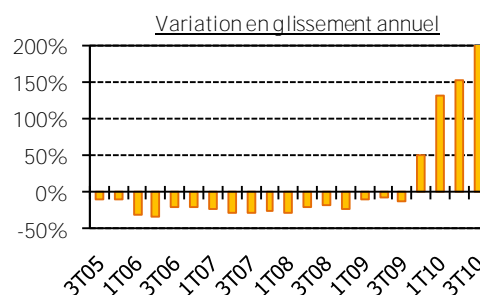
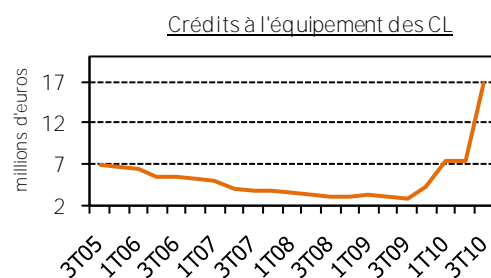
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	1 an	1 trim
Entreprises	31,994	28,674	29,700	28,106	28,456	31,403	31,047	31,047	35,583	25,0%	14,6%
Crédits d'exploitation	18,736	16,135	7,854	7,332	8,640	6,066	7,622	7,622	9,108	5,4%	19,5%
Créances commerciales	3,059	3,271	0,029	0,026	0,006	0,050	0,025	0,025	2,166		
Crédits de trésorerie	9,635	9,371	4,475	2,724	4,673	3,641	3,542	3,542	2,259	-51,6%	-36,2%
dont entrepreneurs individuels	0,534	0,511	0,034	0,076	0,038	0,368	0,355	0,355	0,172	352,6%	-51,6%
Comptes ordinaires débiteurs	6,042	3,493	3,350	4,582	3,961	2,375	4,055	4,055	4,682	18,2%	15,5%
Affacturage									0,000		
Crédits d'investissement	12,888	12,185	21,846	20,774	19,816	25,337	23,425	23,425	25,847	30,4%	10,3%
Crédits à l'équipement	12,888	12,185	21,846	20,774	19,816	25,337	23,425	23,425	25,847	30,4%	10,3%
dont entrepreneurs individuels	0,780	1,557	1,954	1,669	1,563	1,460	2,228	2,228	1,461	-6,5%	-34,4%
Crédit-bail									0,000		
Crédits à l'habitat									0,628		
Autres crédits	0,370	0,354							0,000		
Ménages	68,346	68,791	68,443	70,008	72,528	74,945	75,225	75,225	76,869	6,0%	2,2%
Crédits à la consommation	9,903	9,869	10,833	11,463	12,698	13,249	13,301	13,301	12,802	0,8%	-3,8%
Crédits de trésorerie	9,371	9,380	9,826	10,246	10,980	11,670	11,705	11,705	12,276	11,8%	4,9%
Comptes ordinaires débiteurs	0,469	0,427	0,946	1,156	1,659	1,521	1,596	1,596	0,526	-68,3%	-67,1%
Crédit-bail	0,063	0,062	0,061	0,061	0,059	0,058	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	57,703	58,254	57,610	58,545	59,830	61,696	61,924	61,924	64,067	7,1%	3,5%
Autres crédits	0,740	0,668									
Collectivités locales	3,799	3,521	3,195	2,964	2,698	5,464	7,378	7,378	19,341	616,9%	162,1%
Crédits d'exploitation	0,666	0,608		0,053	0,001	1,112	0,001	0,001	0,000		
Crédits de trésorerie	0,614	0,608				1,100			0,000		
Comptes ordinaires débiteurs	0,052			0,053	0,001	0,012	0,001	0,001	0,000		
Crédits d'investissement	3,133	2,913	3,195	2,911	2,697	4,352	7,377	7,377	16,920	527,4%	129,4%
Crédits à l'équipement	3,133	2,913	3,195	2,911	2,697	4,352	7,377	7,377	16,920	527,4%	129,4%
Crédit-bail									0,000		
Crédits à l'habitat									0,000		
Autres crédits									2,421		
Autres agents et CCB non ventilés	0,487	0,615	0,380	3,206	4,009	0,414	0,618	0,618	0,537	-86,6%	-13,1%
Total encours sain	104,626	101,601	101,718	104,284	107,691	112,226	114,268	114,268	132,331	22,9%	15,8%
Créances douteuses brutes	15,624	15,899	14,705	13,533	13,493	12,961	12,312	12,312	11,292	-16,3%	-8,3%
Créances douteuses nettes	5,138	6,117	4,807	5,422	5,426	3,702	3,193	3,193	2,718	-49,9%	-14,9%
dont entreprises	3,656	5,444	4,286	4,561	4,055	2,653	2,575	2,575	2,067	-49,0%	-19,7%
dont ménages	1,482	0,672	0,519	0,859	1,369	1,046	0,617	0,617	0,652	-52,4%	5,7%
Provisions	10,486	9,782	9,898	8,111	8,067	9,259	9,119	9,119	8,574	6,3%	-6,0%
Total encours brut	120,250	117,500	116,423	117,817	121,184	125,187	126,580	126,580	143,623	18,5%	13,5%
Taux de créances douteuses	13,0%	13,5%	12,6%	11,5%	11,1%	10,4%	9,7%	9,7%	7,9%	-3,20	-1,80
Taux de provisionnement	67,1%	61,5%	67,3%	59,9%	59,8%	71,4%	74,1%	74,1%	75,9%	16,10	1,80

Encours total de crédits sains



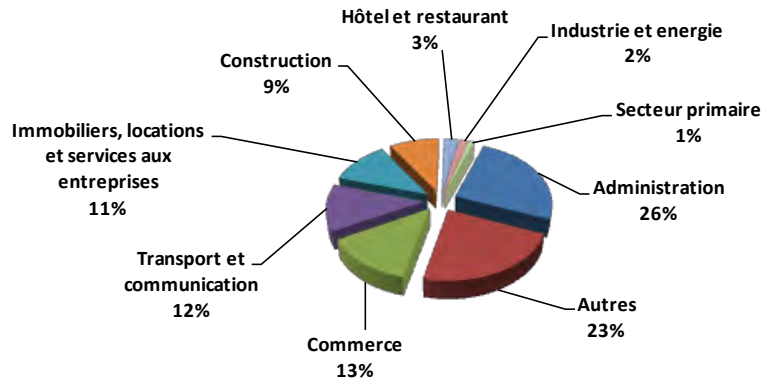
Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales



4. Les engagements bancaires

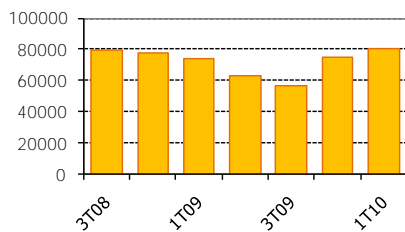
4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2010 (%)

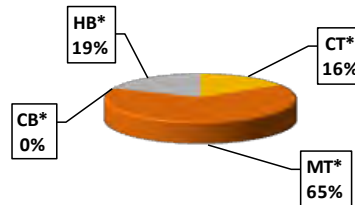


Evolution globale des risques déclarés au SCR

En milliers d'euros

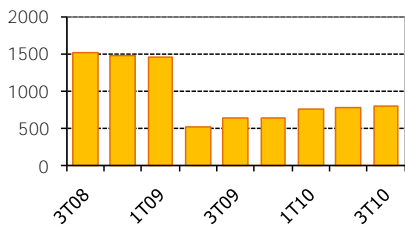


Structure (en %)

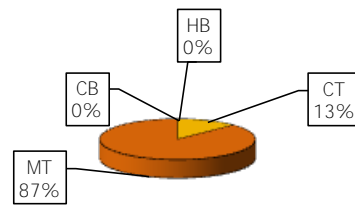


Secteur primaire

En milliers d'euros

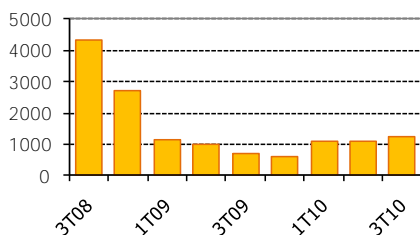


Structure (en %)

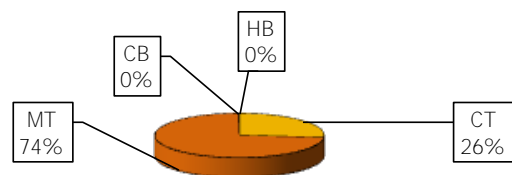


Industrie et énergie

En milliers d'euros

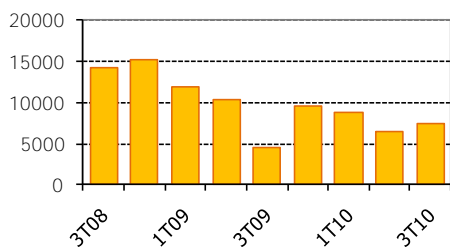


Structure (en %)

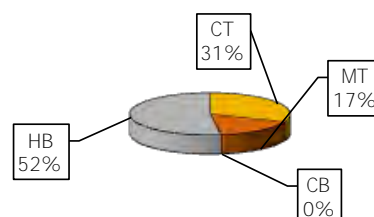


Construction

En milliers d'euros



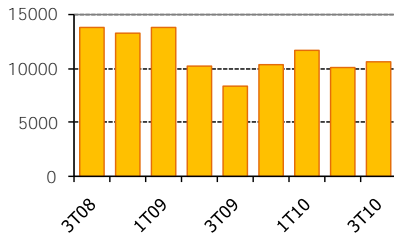
Structure (en %)



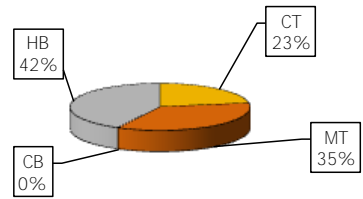
* CT : Court Terme ; MT : Moyen Terme ; CB : Crédit Bail ; HB : Hors Bilan

Commerce

En milliers d'euros

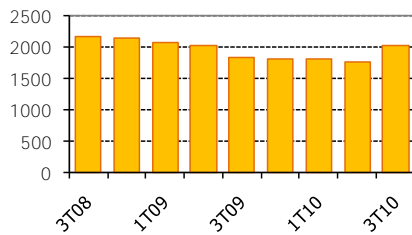


Structure (en %)

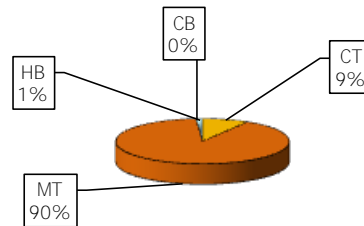


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

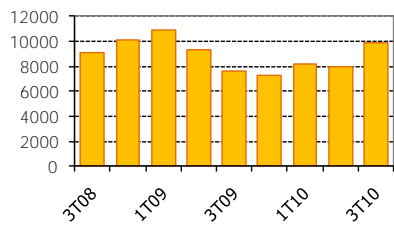


Structure (en %)

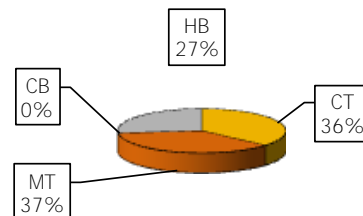


Transport et communication

En milliers d'euros

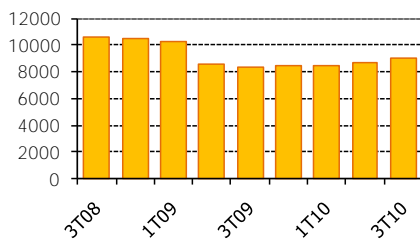


Structure (en %)

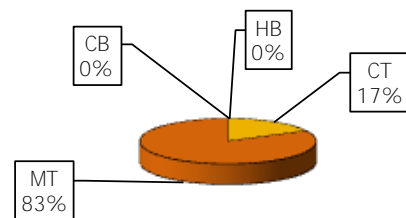


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En milliers d'euros

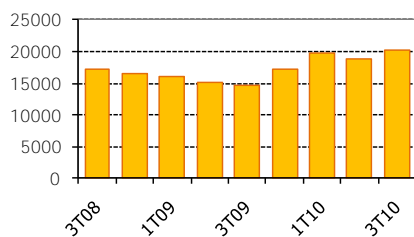


Structure (en %)

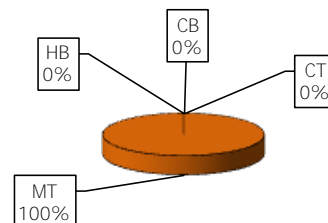


Administrations et Collectivités locales

En milliers d'euros

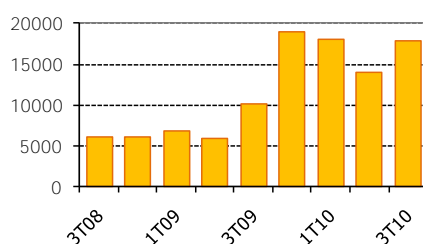


Structure (en %)

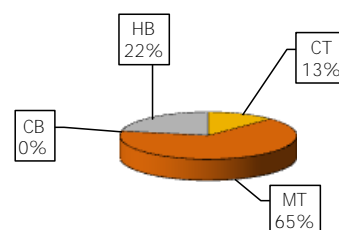


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



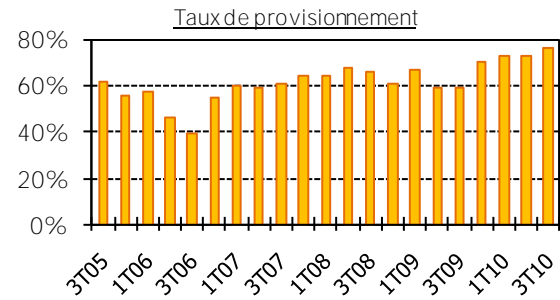
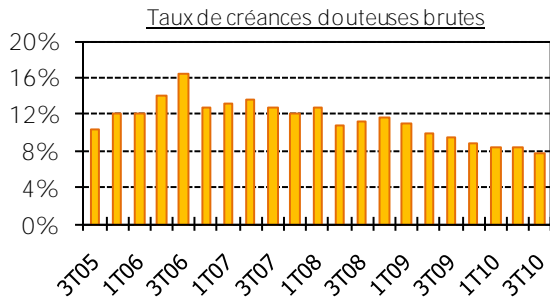
Structure (en %)



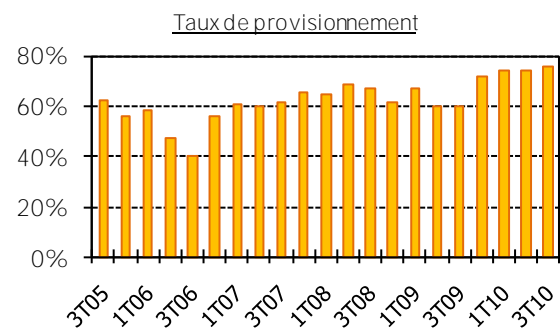
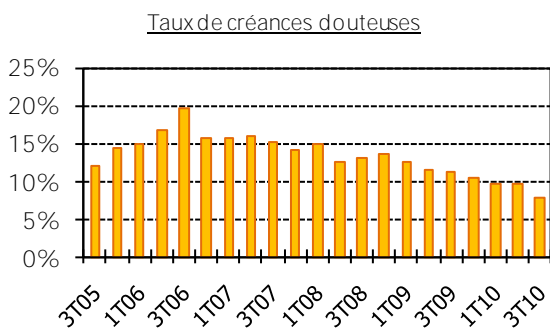
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

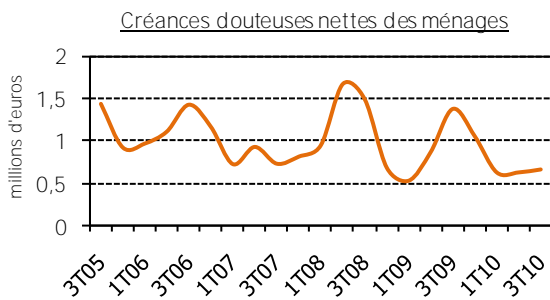


Etablissements de crédit locaux

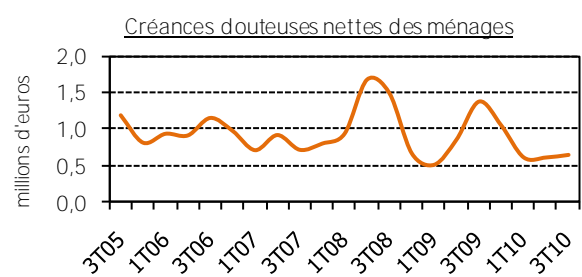


La vulnérabilité des ménages

Ensemble des établissements de crédit

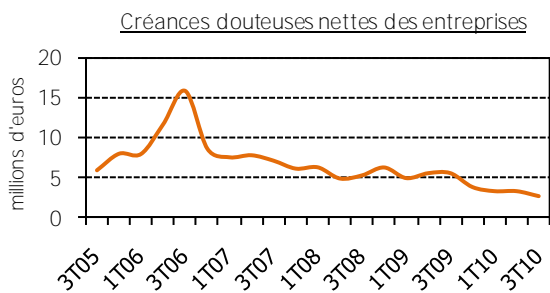


Etablissements de crédit locaux

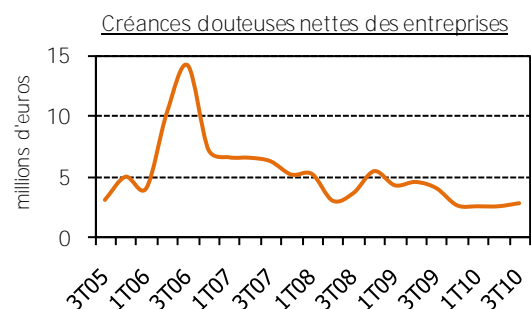


La vulnérabilité des entreprises

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/2009)	1,75%

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1^{er} août 2010)

Livrets A et bleu : 1,75%	LDD* : 1,75%	LEP : 2,25%	PEL** : 2,50%	CEL* : 1,25%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

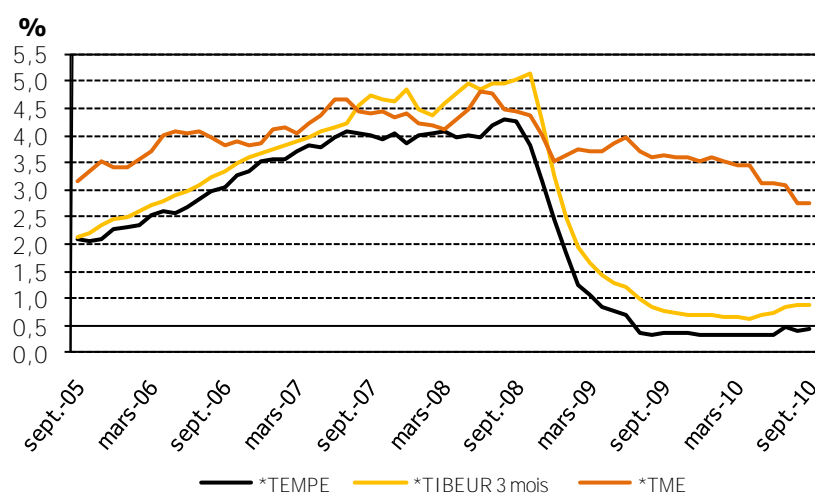
*Livret de développement durable (ex CODEVI)

**hors prime d'Etat

TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2010 (J.O. du 11/02/10)	0,65%
Année 2009 (J.O. du 11/02/09)	3,79%

5.2 Principaux taux de marché



*TEMPE : taux européen moyen pondéré en euro ; TIBEUR : taux interbancaire offert en euro
*TME : Taux moyen des emprunts d'Etat sur 1 an

5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectifs moyens pratiqués au 3 ^e trimestre 2010 par les établissements de crédit.	Plafond de l'usure applicable à partir du 4 ^e trimestre 2010
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	4,20 %	5,60%
	- Prêts à taux variable	3,79 %	5,25%
	- Prêts relais	4,70 %	6,27%
	Autres prêts		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	15,99 %	21,32%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	14,49 %	19,32%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,11 %	8,15%	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,19 %	13,59%
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

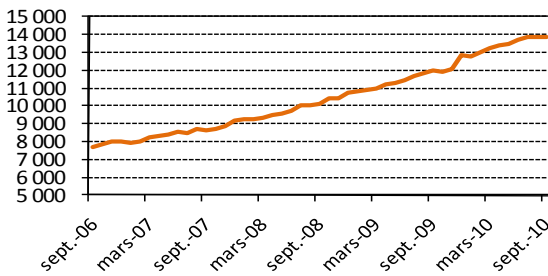
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

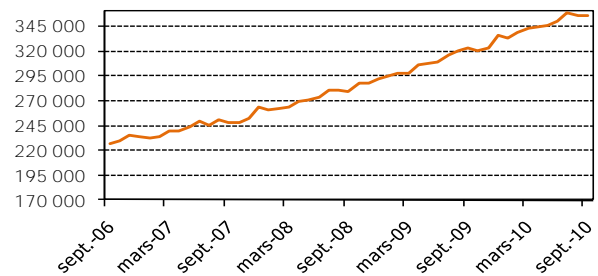
6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)

En milliers d'euros

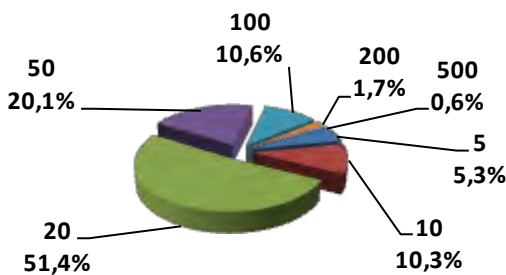


En unités

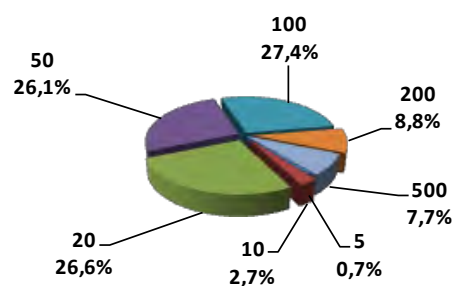


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de billets au 30 septembre 2010

Répartition en volume



Répartition en valeur

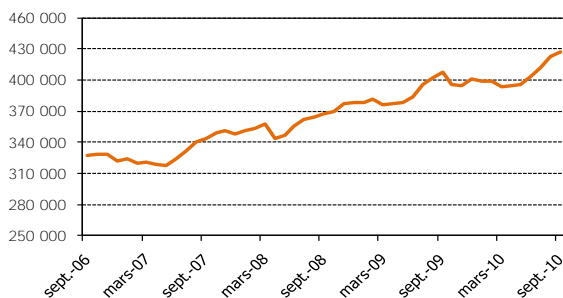


(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

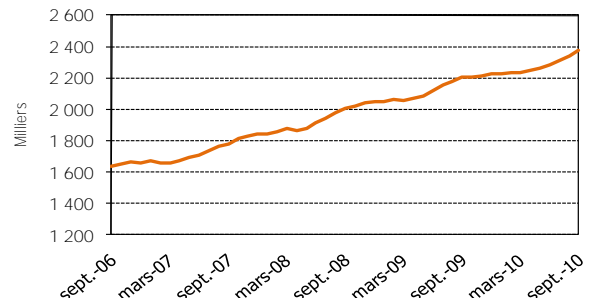
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)

En euros

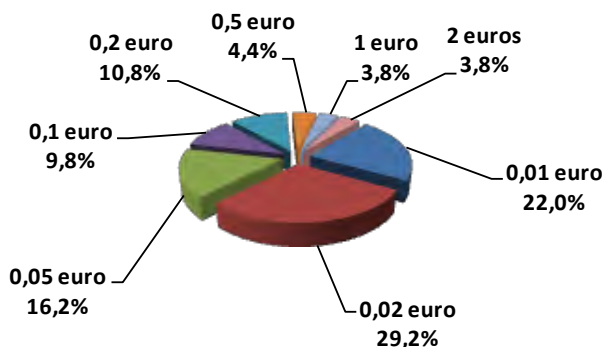


En unités

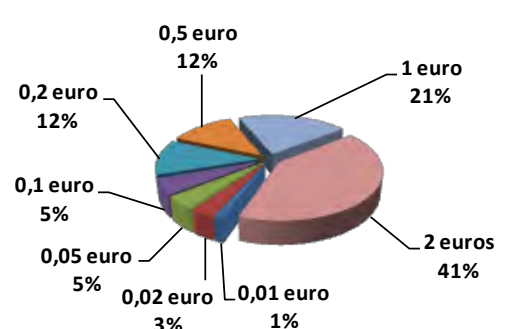


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces au 30 septembre 2010

Répartition en volume



Répartition en valeur



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Liste des publications

La Lettre de l'Institut d'émission

Bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique
Rapport annuel : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte,
Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy
Rapport annuel du siège de l'IEDOM

Les Notes de l'Institut d'émission

Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (janvier 2007)

Enquête typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (juillet 2007)

Evolutions statutaires et institutionnelles de l'outre-mer (septembre 2007)

La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)

Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)

Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)

Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)

Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en outre-mer ? (décembre 2007)

La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)

La filière des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)

Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)

Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009 (novembre 2009)

L'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités (février 2010)

Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer (mars 2010)

Les Notes expresses (parutions 2010)

N°65 - Les caractéristiques de l'habitat en Guyane - Janvier 2010 (132.8 ko)

N°66 - L'habitat à Mayotte - Février 2010 (148 ko)

N°67 - L'année 2009 à la Martinique - Mars 2010 (101.4 ko)

N°68 - L'économie de Saint-Martin : à la recherche de ses avantages comparatifs - Mars 2010 (179 ko)

N°69 - Saint-Barthélemy : une économie fondée sur le tourisme haut de gamme - Mars 2010 (134.9 ko)

N°70 - Premier bilan économique de l'année 2009 en Guyane - Mars 2010 (130.4 ko)

N°71 - L'année 2009 à Saint-Pierre-et-Miquelon - Une inflexion qui résulte de facteurs internes - Mars 2010 (252.5 ko)

N°72 - Synthèse de l'année 2009 en Guadeloupe - Mars 2010 (83.6 ko)

N°73 - Synthèse de l'année 2009 à La Réunion - Mars 2010 (79.1 ko)

N°74 - La conjoncture à Mayotte en 2009 : ralentissement de l'activité - Mars 2010 (185.5 ko)

N°75 - L'habitat dans les outre-mer français - Avril 2010 (173.2 ko)

N°76 - L'habitat à la Martinique, un marché sous contrainte(s) - Mai 2010 (112.8 ko)

N°77-Panorama de la Réunion en 2009 – Juillet 2010

N°78-Panorama de Mayotte en 2009 – Juillet 2010

N°79-Panorama de la Martinique en 2009 – Août 2010

N°80-Panorama de la Guadeloupe en 2009 – Septembre 2010

N°81-Panorama de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2009 – Octobre 2010

N°82-Panorama de Saint-Barthélemy en 2009 – Octobre 2010

N°83-Premières tendances en Guadeloupe (3^e trimestre 2010) – Octobre 2010

Les publications CEROM (dernières parutions)

Evaluation du PIB 2004 de Saint-Pierre-et-Miquelon, document de travail CEROM n° 4 (janvier 2007)

Les entreprises de la Martinique (juin 2007)

Les comptes économiques de la Guyane en 2006 : premiers résultats (septembre 2007)

Les comptes économiques de la Martinique en 2006 (septembre 2007)

Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (octobre 2007)

Guyane, un développement sous contraintes (juin 2008)

Les comptes économiques de la Réunion en 2007 (juillet 2008)

Les comptes économiques de la Martinique en 2007 (octobre 2008)

Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (décembre 2008)

Les comptes économiques de la Réunion en 2008 (juillet 2009)

Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2008 (septembre 2009)

Les comptes économiques de la Guyane en 2008 (septembre 2009)

Compte satellite du tourisme à la Réunion en 2005 (décembre 2009)

Toutes ces publications sont disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

M. Nicolas MACQUERON

M. Fabrice DUFRESNE

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : M. Fabrice DUFRESNE
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Décembre 2010 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : www.iedom.fr